

Mais quelle égalité ?

**VIVIANE
TEITELBAUM**

Présidente
du Conseil
des Femmes
francophones et
du Lobby européen
des Femmes.

■ Oui, il y a cinquante ans, Marguerite de Riemaeker-Legot est devenue la première femme ministre en Belgique. Mais on ne peut se résigner à ce que la moitié de la population continue à être traitée comme une minorité politique et économique.

C'est en 1924 que la danoise Nina Bang est devenue la première femme ministre dans un gouvernement démocratiquement élu. Il faudra attendre quarante ans de plus pour que, le 28 juillet 1965, il y a exactement cinquante ans, Marguerite de Riemaeker-Legot devienne la première femme membre d'un gouvernement en Belgique. Elle sera en charge du logement et des familles.

En 1965, nous étions en retard. Nous le sommes encore aujourd'hui. Certes, en 2015, la Chambre compte près de 40 % de députées et le Sénat atteint la parité avec 30 sénatrices sur un total de 60 membres. Mais depuis 1965, seules quatre femmes ont porté le titre de vice-Première ministre dans notre pays et ont, à ce titre, participé au kern, le lieu par excellence d'exercice du pouvoir et des responsabilités. Les femmes n'ont certainement pas atteint, ni même approché le seuil de parité dans les instances gouvernementales en Belgique.

Pas mieux en Europe et dans l'entreprise

La situation générale en Europe n'est guère plus encourageante. Y compris dans le secteur privé. En 2012, la Commission européenne constatait qu'il n'y avait en moyenne qu'une administratrice sur sept administrateurs dans les grandes entreprises de l'Union. Le petit nombre de femmes présentes dans les instances de décision politiques, financières, économiques, est un sujet important de préoccupation pour les associations de femmes et un thème majeur de mobilisation aujourd'hui.

Pourtant, l'égalité est une valeur fondamentale tant pour l'Union européenne que pour la Belgique.

En 2015, les femmes sont présentes dans toutes les sphères de la société. Elles expriment leurs points de vue comme artistes, journalistes, chercheuses, académiciennes, scientifiques, dirigeantes de communautés, parlementaires, ou chefs d'entreprises. Mais rarement au niveau le plus haut. On aurait donc tort d'être optimistes. Le chemin à parcourir est encore long... Et cette sous-représentation des femmes n'est pas sans conséquences.

Aujourd'hui, l'égalité concrète entre les hom-

mes et les femmes régresse plus que jamais. Dans toute l'Europe, les groupes conservateurs et ultrareligieux attaquent à nouveau les droits sexuels et reproductifs des femmes, l'éducation sexuelle, l'accès des femmes à l'emploi et à la prise de décision. A travers cela, c'est bien leur participation à toutes les dimensions de la vie sociale et économique qui est mise en cause.

Les questions qui comptent

La crise économique ne fait qu'aggraver cette situation et les mesures d'austérité pénalisent au premier chef les femmes et entraînent leur appauvrissement. Il faut donc mettre sur la table les questions qui comptent vraiment. Combien de femmes dirigent un pays, une banque, en Europe ? Quelle représentation les femmes ont-elles réellement ? Qu'elle soit politique, économique, ou médiatique ? Quelle est leur participation effective dans la prise de décision ? La réponse : faible, très faible, trop faible.

Et les réponses qui sont apportées à ce problème sont tout aussi faibles.

Repenser la parité

Il faut dès lors repenser le concept de parité, qui doit s'appliquer à tous les niveaux de pouvoir y compris les plus hauts. Il s'agit de rompre avec la stratégie qui conduisait les femmes à obtenir une légitimité par les hommes. Ce n'est pas un principe politique, mais un outil pour l'égalité. La parité hommes-femmes désigne au sens large une égalité générale entre les deux sexes. Elle est profondément liée à la démocratie. En 1990, une campagne menée par Vrouw en Maatschappij disait déjà "la gestion du pays est une chose trop sérieuse pour être seulement confiée aux hommes".

Nous ne boudérons donc pas notre plaisir et nous fêterons aujourd'hui les cinquante ans de la nomination d'une première femme ministre en Belgique. Cela ne nous empêchera pas de regretter le peu de

femmes siégeant dans nos différents gouvernements quelles que soient la couleur politique et les partis présents. De gauche à droite, du fédéral au communautaire, de la Wallonie à la Grèce, les bonnes habitudes n'ont pas encore pris le pas sur les bonnes intentions.

Des siècles de mauvaises habitudes

Même si les femmes occupent des postes importants, il ne s'agit encore que trop rarement de vrais postes dirigeants. D'une manière générale, elles

sont toujours sous-représentées dans la prise de décision économique et politique. Il faut donc des politiques fortes pour rompre avec des siècles de mauvaises habitudes qui, de toute évidence, ne se dissiperont pas toutes seules. Des mesures temporaires, transitoires, on l'espère, mais ne vous déplaît, messieurs (et mesdames aussi...) des mesures nécessaires. Car sans quotas, il faudra des décennies pour atteindre 40 % de présence des femmes dans les conseils d'administration. Sans même parler du partage des tâches domestiques ou de l'égalité salariale. Et deux ou trois siècles pour atteindre l'égalité réelle entre les hommes et les femmes.

Seuls six pays membres de l'UE ont mis des quotas en place pour les élections dans les parlements nationaux, dont la Belgique. En moyenne en Europe, seulement 28 % des parlementaires au niveau national sont des femmes. Dans l'UE, un ministre sur quatre est une femme (26,78 %), et on trouve 3 femmes parmi les 28 chefs d'Etat ou de gouvernement qui prennent part au Conseil européen. Dans les républiques, trois présidentes sur 17 sont des femmes. Les banques centrales des 28 Etats membres sont toutes dirigées par des hommes ! Quoi qu'on en dise, les préjugés ont la vie dure. La prise de décision est toujours considérée comme étant le domaine des hommes.

Avançons sur l'échiquier

"Mais qu'est-ce qu'elles veulent encore ?" Tout. Pouvoir choisir. Rattraper le temps perdu depuis la première femme ministre ! Pour les associations de femmes il est temps de rentrer de plain-pied dans le XXI^e siècle. D'inventer enfin de nouvelles réponses à de nouveaux enjeux, de relever les défis de l'égalité.

Certes, nous avons gagné des batailles. Oui, il y a cinquante ans, Marguerite de Riemaeker-Legot est devenue la première femme ministre, réjouissons-nous ! Mais avançons sur l'échiquier car les inégalités et leur cortège de violences persistent. En Belgique et en Europe, les femmes gagnent toujours moins que les hommes ; le droit à l'avortement, récemment acquis, est encore fragilisé et le taux de pauvreté des femmes est toujours plus élevé que celui des hommes.

Dans une société démocratique, on ne peut se résigner à ce que la moitié de la population soit traitée comme une minorité politique et économique.

→ Titre, introduction et intertitres sont de la rédaction.

Il s'agit de rompre avec la stratégie qui conduisait les femmes à obtenir une légitimité par les hommes.